

Avril 2024

Journal du climat

Tous les deux mois, nous classons tout ce qui est important en matière de politique et de science.

Éditorial	2	Les énergies renouvelables ont le vent en poupe dans toute l'UE	14
Suisse	2	Le "German Vote" fait s'effriter la crédibilité de l'Allemagne	14
Les Aînés pour le climat gagnent leur procès	2	La loi européenne sur la chaîne d'approvisionnement arrive	14
La votation sur la loi sur l'électricité polarise les esprits	3	Les entreprises fossiles doivent participer au financement climatique	15
Avec la nouvelle loi CO ₂ , la Suisse n'atteint pas son objectif climatique	4	Le Parlement européen est élu pour la 10e fois	15
Critique de la mise en œuvre de la loi sur le changement climatique	5	Allemagne	15
Les agriculteurs et le changement climatique	6	Objectifs d'émissions 2023 respectés, mais...	15
L'hiver dernier a également été beaucoup trop chaud	6	Les installations solaires nécessitent moins de surface non construite	16
Le développement des énergies renouvelables suscite le débat	7	Un an après : L'Allemagne sans électricité nucléaire	16
Pénurie d'électricité, accord européen sur l'électricité et centrales nucléaires	8	Faire avancer la transformation pour la grande industrie	16
Mauvaises incitations en matière de consommation d'énergie	9	La crise climatique visible	17
Le virage climatique de l'aviation soulève des questions	10	Le réchauffement climatique s'accélère	17
Les voitures émettent plus de CO ₂ que les fabricants ne le disent	10	Des températures toujours beaucoup trop élevées	17
Comment le marché financier s'oppose à la protection du climat	11	L'adaptation au climat devient plus difficile	18
Politique climatique internationale	11	Nouvelles de la science du climat	18
Le monde entier en procès pour le climat	11	La circulation océanique vitale va-t-elle bientôt basculer ?	18
Les obstacles au plan de Biden pour les véhicules électriques	13	Les femmes souffrent davantage du changement climatique	19
Les investissements dans les énergies renouvelables augmentent	13	La déforestation et l'impact complexe des forêts sur le climat	20
Politique climatique européenne	14	Actif contre le désespoir	21

Éditorial

Dans cette édition, nous rendons compte de la victoire révolutionnaire des Aînées pour le climat à la Cour européenne des droits de l'homme et donnons un aperçu des nombreuses affaires judiciaires en cours dans le monde. Nous expliquons pourquoi le vote de la loi sur l'électricité est si important et pourquoi la loi sur le CO₂ qui a été adoptée et la mise en œuvre de la loi sur le climat sont trop faibles.

L'Allemagne va de l'avant avec les énergies renouvelables, mais freine toujours des quatre fers sur les lois européennes importantes (le FDP nous salue). D'importantes nouvelles lois européennes comme la loi sur la chaîne d'approvisionnement et la loi sur la restauration de la nature ont certes été adoptées, mais elles ont été considérablement affaiblies. Les énergies renouvelables se développent rapidement

dans le monde entier et le président Biden va de l'avant avec les véhicules électriques.

Alors que la politique avance tantôt en avant, tantôt en arrière, le réchauffement climatique s'accroît nettement. Et la circulation océanique menace de s'effondrer, ce qui aurait des conséquences catastrophiques. Les femmes souffrent particulièrement du réchauffement, et s'y adapter devient de plus en plus difficile. C'est justement parce que tout cela est si effrayant que nous avons besoin de courage pour espérer. C'est pourquoi nous concluons la rubrique Actif contre le désespoir avec des idées inspirantes issues de la philosophie et de la politique.

Nous sommes heureux d'accueillir de nouveaux lecteurs et de recevoir leurs commentaires !

Suisse

Les Aînées pour le climat gagnent leur procès

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) reproche à la Suisse de ne pas protéger suffisamment les femmes âgées contre le changement climatique (le communiqué de presse de la CEDH en français et en anglais.) La Cour a donné raison à la plainte de l'association Klima-seniorinnen, qui estimait que leur droit à la vie et à la vie privée et familiale n'était pas respecté parce que la Suisse n'atteignait pas les objectifs de réduction des émissions. Voici les principaux points de l'arrêt :

- La Suisse a violé l'article 8 (droit à la vie privée et familiale) de la Convention européenne des droits de l'homme.
- Les femmes âgées ont un statut de victime, c'est-à-dire qu'elles sont excessivement touchées par le changement climatique.
- La Suisse a refusé à tort l'accès au tribunal aux Aînées pour le Climat (plusieurs instances jusqu'au Tribunal fédéral avaient rejeté la plainte de l'association ou n'étaient pas entrées en matière sur le fond).

Le tribunal se prononce également sur la politique climatique de la Suisse :

- La Suisse n'a pas respecté ses obligations au titre de la Convention des droits de l'homme en ce qui concerne le changement climatique.
- Elle n'a pas atteint ses objectifs insuffisants de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- Les mesures prises par les autorités suisses sont arrivées trop tard et ne suffisent pas à atténuer les effets du changement climatique.

L'arrêt est un cas de référence qui a de l'importance pour les 46 Etats du Conseil de l'Europe. Il s'agit de la première affaire climatique portée devant la CEDH. Il n'est pas possible de faire appel de cette décision. L'arrêt est particulièrement important car il indique la voie à suivre pour les futures décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, mais aussi des autorités judiciaires nationales à travers l'Europe, dans les affaires climatiques en cours et à venir. D'autres affaires climatiques soumises à la Cour européenne avaient été ajournées jusqu'à ce que la Grande Chambre se prononce sur le cas suisse.

Quelles sont les conséquences concrètes de l'arrêt ? Le représentant de la Confédération devant la CEDH, Alain Chablais, a estimé que l'arrêt obligeait la Suisse à prendre des mesures. [L'organisation environnementale Greenpeace Suisse](#), qui a soutenu les Aînés pour le climat, estime également que la Suisse doit agir. Les objectifs climatiques actuels doivent être améliorés afin de protéger suffisamment les droits de l'homme. Le jugement est un signal d'alarme pour le Conseil fédéral et le Parlement.

Les réactions au jugement sont diverses ; un aperçu ici dans le [Tages-Anzeiger](#). Le PS et les Verts se voient confirmés dans l'idée que la Suisse doit faire plus pour lutter contre le changement climatique. Le PRD ne voit pas la nécessité d'agir et l'UDC demande que la Suisse se retire du Conseil de l'Europe. Des juristes s'opposent à cette interprétation des partis bourgeois. Le professeur de droit Sebastian Heselhaus de l'université de Lucerne souligne dans le [Blick](#) que le jugement est

contraignant. "La Suisse doit faire plus pour la protection du climat". C'est également ce que confirme l'Office fédéral de la justice, qui a clairement indiqué que le jugement devait être appliqué. Evelyne Schmid, professeure de protection des droits de l'homme (droit international) à l'université de Lausanne, estime que l'État a un devoir à remplir. "La politique, c'est-à-dire le Conseil fédéral, mais aussi les parlements et les gouvernements au niveau fédéral, cantonal et communal, doivent maintenant agir", déclare-t-elle à [Watson](#).

Dans une première analyse juridique, [des avocats allemands](#) soulignent que le tribunal crée de facto une nouvelle action collective pour la protection des droits de l'homme face à la crise climatique. En outre, le tribunal pose pour la première fois des exigences matérielles et procédurales à un "concept global de protection du climat" protégeant les droits de l'homme.

La votation sur la loi sur l'électricité polarise les esprits

La votation sur la loi sur [l'électricité \(loi fédérale sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité grâce aux énergies renouvelables, acte modificateur unique\)](#), qui aura lieu le 9 juin, promet d'être serrée. La loi, sur laquelle le Conseil national et le Conseil des Etats se sont mis d'accord à l'automne 2023, doit fixer des objectifs contraignants de développement des énergies renouvelables jusqu'en 2035. Les défenseurs du paysage ([Bündnis Natur & Landschaft Schweiz](#), [Verein Freie Landschaft Schweiz](#) et [Fondation Franz Weber](#)) avaient lancé un référendum contre cette mesure.

Avec la loi sur l'électricité, les nouvelles énergies renouvelables, principalement le soleil et le vent, doivent fournir 35 térawattheures (TWh) d'électricité par an d'ici 2035, et 45 TWh d'ici 2050. Actuellement, les besoins annuels en électricité de la Suisse s'élèvent à 60 TWh. En contrepartie, des assouplissements sont prévus en matière de protection de la nature : Dans les régions qui se prêtent à l'exploitation de l'énergie solaire et éolienne, les installations énergétiques doivent avoir la priorité sur la protection de l'environnement et d'autres intérêts nationaux. Vous trouverez un aperçu du projet dans le [Blick](#).

[Le Conseil fédéral](#) et les grands partis politiques ont soutenu la loi, à l'exception de

l'UDC. Les délégués de cette dernière ont décidé en mars de voter non. Le conseiller fédéral Albert Rösti, qui soutient la loi, avait tenté en vain, lors de l'assemblée de l'UDC, de faire approuver la loi en invoquant une meilleure sécurité d'approvisionnement et une plus grande indépendance. L'automne dernier encore, une majorité du parti avait soutenu la loi. La conseillère nationale UDC Magdalena Martullo-Blocher, qui a participé au changement d'opinion, a déclaré qu'il n'était pas possible de garantir un approvisionnement en électricité sûr avec des installations solaires et des éoliennes, "car il faut toujours du soleil ou du vent". Plus d'informations sur [SRE](#), dans le [Tages-Anzeiger](#) [ici](#) et [ici](#) (paywall) et dans la [NZZ](#) [ici](#) et [ici](#) (paywall).

Le [Tages-Anzeiger](#) met en garde contre une sous-estimation des opposants à la loi et rappelle la votation sur la loi CO₂, que l'UDC avait fait échouer sans le soutien d'autres partis. Toujours dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall), on peut lire comment la votation suscite des discussions parmi les écologistes. Dans le [Zeit](#) (paywall), Georg Klingler, spécialiste du climat chez Greenpeace, et Hans Weiss, défenseur du paysage, se livrent à un débat sur la loi sur l'électricité.

Les arguments des partisans ([comité OUI](#) de tous les partis et de l'économie ainsi que

l'alliance des grandes organisations environnementales) :

- La loi sur l'électricité crée un approvisionnement en électricité fiable et abordable et renforce la sécurité d'approvisionnement.
- La loi sur l'électricité accélère le rythme de la transition énergétique, notamment en ce qui concerne l'énergie solaire. Elle fournit de meilleures conditions pour les installations solaires sur les toits et les façades.
- La loi crée des incitations pour réduire le gaspillage d'électricité et augmenter l'efficacité énergétique.
- Pour pouvoir produire davantage d'électricité en hiver, il faut accepter de faire des concessions en matière de protection de la nature (en construisant de nouvelles centrales hydroélectriques à accumulation ou en augmentant la capacité des lacs de retenue existants).
- Aucune installation énergétique ne peut être construite dans les biotopes d'importance nationale.

Arguments des opposants à la protection du paysage :

- La priorité accordée à la production d'électricité par rapport à la protection de la nature, prévue dans l'acte modificateur unique, est anticonstitutionnelle.

On craint notamment la construction d'éoliennes en forêt.

- L'accent devrait être mis sur les installations solaires sur les bâtiments, mais l'obligation de construire des installations solaires sur les nouveaux bâtiments ne s'applique qu'à partir d'une surface de bâtiment de plus de 300 m².
- En dehors des biotopes d'importance nationale, de nouvelles installations énergétiques sont possibles, bien qu'il existe des alternatives respectueuses de l'environnement sur les infrastructures ainsi que des possibilités d'économie d'énergie.

L'objectif de développer rapidement la production d'électricité renouvelable d'ici 2035 est réalisable d'un point de vue technologique, économique et écologique. C'est la conclusion d'une étude de l'Université de Genève, financée par un programme de recherche de la Confédération. Les gains d'efficacité et l'augmentation de la consommation d'électricité par les voitures électriques et les pompes à chaleur ont été pris en compte. L'étude part en outre du principe que les centrales nucléaires seront arrêtées en Suisse d'ici 2035. La majeure partie de l'augmentation concerne les installations solaires. Pour atteindre l'objectif de développement, des investissements annuels de 1,4 à 1,7 milliard de francs seraient nécessaires. Plus d'informations dans la [NZZ](#).

Avec la nouvelle loi CO₂, la Suisse n'atteint pas son objectif climatique

Lors de la session de printemps, le Conseil national et le Conseil des Etats se sont mis d'accord sur une nouvelle loi CO₂ qui manque de courage. Le Conseil des Etats s'est imposé sur les points controversés. La loi fixe pour la période 2025-2030 la manière dont la Suisse doit réduire de moitié les gaz à effet de serre par rapport à 1990, conformément à l'accord de Paris sur la protection du climat. Pour atteindre cet objectif, la Suisse aurait dû passer à la vitesse supérieure en matière de politique climatique. Au lieu de cela, elle a renoncé à prendre des mesures supplémentaires (un aperçu dans le [Tages-Anzeiger](#) et chez [das Lamm](#)) :

- Objectif de réduction : la loi renonce à un objectif national. Le Conseil fédéral peut désormais fixer par ordonnance la part de la réduction de CO₂ qui doit être réalisée en Suisse. Le conseiller fédéral Albert Rösti veut proposer une quote-

part de 66%. Le reste de la réduction doit être réalisé par le financement de projets climatiques à l'étranger, ce qui nécessite l'achat de 40 à 50 millions de certificats (pour chaque tonne de CO₂).

- Les stations de recharge : Les infrastructures de recharge pour les voitures électriques, par exemple dans les immeubles collectifs et les parkings publics, ne sont pas subventionnées par l'État fédéral.
- Valeurs limites des véhicules : la loi ne prévoit pas d'objectifs intermédiaires annuels pour réduire de manière linéaire les émissions de CO₂ des nouvelles voitures de tourisme d'ici 2030.
- Taxe sur le CO₂ : la taxe d'incitation sur le mazout et le gaz naturel ne sera pas augmentée. Un tiers de cette taxe continuera d'être affecté au Programme Bâtiments.

- Carburants : il n'est pas nécessaire d'ajouter des carburants renouvelables à l'essence et au diesel.
- Trafic aérien : une taxe pour les vols en jets d'affaires ou privés a été rejetée.
- Les entreprises : désormais, toutes les entreprises peuvent se faire exempter de la taxe sur le CO₂ . A condition qu'elles s'engagent à réduire leurs émissions de CO₂ .

La Suisse est le seul pays à miser aussi fortement sur les réductions d'émissions à l'étranger. Jusqu'à présent, la Confédération a signé des accords avec onze pays. Ils stipulent que les émissions de CO₂ économisées en Thaïlande, au Ghana, au Pérou ou en Géorgie, par exemple, peuvent être prises en compte par la Suisse. De nombreux projets de protection climatique à l'étranger ne tiennent pas leurs promesses et souvent, ils ne sont pas supplémentaires et auraient donc été réalisés même sans soutien. C'est là que Jürg Füssler, de l'entreprise de conseil en environnement INFRAS et expert sur le marché des certificats, met en évidence les défauts des compensations à l'étranger, où se situent les problèmes.

Les critiques des spécialistes et des associations de protection de l'environnement à l'encontre de la loi sur le CO₂ adoptée sont donc nombreuses.

Reto Knutti, chercheur en climatologie à l'ETHZ, estime que les mesures prises pour atteindre les objectifs de réduction de CO₂ sont insuffisantes. Il fait remarquer qu'il n'y a

plus de compensation bon marché à l'étranger dans un monde net zéro, car tous les Etats doivent stopper les émissions de CO₂ . L'association économique swisscleantech déplore que la loi sur le CO₂ contredise la loi sur la protection du climat adoptée l'année dernière. Celle-ci prescrit une trajectoire linéaire de réduction des émissions de CO₂ , les objectifs intermédiaires devant être atteints en premier lieu par des réductions d'émissions dans le pays. Dans le Tages-Anzeiger et la NZZ, l'association avait expliqué les avantages de la réduction dans le pays.

La NZZ (paywall) commente : "La voie particulière de la Suisse en matière de protection du climat mène à l'erreur". La quantité de certificats que la Suisse doit acheter (40 à 50 millions de tonnes de CO₂ d'ici 2030) rend difficile le choix et le suivi sérieux des projets de compensation. Le WWF exige que la Suisse se retire des affaires de compensation. Pour en savoir plus, cliquez ici et ici dans le Tages-Anzeiger.

Le Parlement s'est montré un peu plus ouvert à la réforme sur un point : il a approuvé un postulat demandant que la taxe CO₂ soit à l'avenir remboursée à la population de manière plus visible. Jusqu'à présent, les crédits sont accordés une fois par an avec la facture de primes des caisses maladie. Cela n'est pas perçu par beaucoup. Dans le but d'augmenter l'acceptation de cette taxe d'incitation, le Conseil fédéral doit maintenant examiner une nouvelle méthode de remboursement.

Critique de la mise en œuvre de la loi sur le changement climatique

En janvier 2024, le Conseil fédéral avait mis en consultation l'ordonnance relative à la loi sur la protection du climat (OCI). Celle-ci met en œuvre la loi sur le climat et l'innovation (LCI), acceptée par le peuple en juin 2023. La consultation dure jusqu'au 1er mai et l'ordonnance devrait entrer en vigueur début 2025. L'Association suisse pour la protection du climat critique le fait que la LCI soit édulcorée sur des points centraux. Ainsi, le Conseil fédéral renonce à des règles contraignantes pour la place financière et se contente à la place de tests volontaires. Et ce, bien que la LCI stipule que la Confédération veille à ce que la place financière suisse apporte sa "contribution effective" à la protection du climat. En ce qui concerne l'aviation, le Conseil fédéral ne précise pas non plus si, pour atteindre les objectifs clima-

tiques, il entend prendre en compte uniquement les émissions de CO₂ ou l'impact climatique global des avions (qui est environ trois fois plus important). Selon la volonté du Conseil fédéral, les compagnies aériennes peuvent décider de la procédure qu'elles choisissent.

L'initiative pour un fonds climatique, lancée par le PS et les Verts, a été déposée en février. Elle demande que 0,5 à 1 % du produit intérieur brut soit versé chaque année dans un fonds climatique. Ce fonds doit permettre de promouvoir une politique énergétique et climatique socialement équitable. Actuellement, cela représenterait 4 à 8 milliards de francs par an. Concrètement, cet argent doit servir à soutenir les énergies renouvelables, l'assainissement des bâtiments et les véhicules électriques, et à développer les trans-

ports publics. La biodiversité et les formations initiales et continues doivent également être encouragées. Plus d'informations dans la [NZZ](#) (paywall) et le [Tages-Anzeiger](#).

Après l'adoption de la loi sur la protection du climat, l'[association Protection du climat Suisse](#) prévoit de lancer une nouvelle initiative populaire. L'association justifie cette

démarche par le fait que les mesures prises jusqu'à présent par la Suisse ne sont pas suffisantes. Le contenu de l'initiative doit être élaboré en collaboration avec les personnes intéressées. Un sondage doit fournir les premiers éléments de réponse. Plus d'informations dans le [Blick](#).

Les agriculteurs et le changement climatique

Marcel Dettling, agriculteur et nouveau président de l'UDC, se révèle être un négationniste du climat dans une interview accordée à la [NZZ am Sonntag](#) (paywall). Selon lui, le climat n'a cessé de changer "au fil des siècles". Il met en outre en doute l'influence de l'homme sur le changement climatique ; selon lui, ce dernier ne peut d'ailleurs plus être arrêté. Le climatologue [Reto Knutti corrige les faits sur LinkedIn](#). Plus d'informations sur [SRF](#) et [Watson](#).

Le conseiller fédéral Guy Parmelin a veillé à ce que les agriculteurs suisses puissent continuer à faire le plein sans payer d'impôts. Selon les recherches de la [NZZ am Sonntag](#) (paywall), le conseiller fédéral UDC a stoppé un projet visant à supprimer les subventions qui vont à l'encontre de la politique climatique suisse. Sur proposition de Parmelin, [le Conseil fédéral approuve le maintien de la subvention controversée](#). Il y a six ans déjà, le Contrôle fédéral des finances avait critiqué le remboursement de l'impôt sur les huiles minérales prélevé sur les carburants.

Il y a aussi des agriculteurs qui prennent au sérieux la menace du changement climatique. Un groupe d'agriculteurs des cantons de Zurich, Schwyz, Genève, Neuchâtel et

Vaud s'en prend à la Confédération pour son inaction en matière de protection du climat. Les agriculteurs, représentés par le [réseau des avocats du climat](#), ont déposé une plainte en ce sens auprès du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC). Selon eux, la politique climatique insuffisante menace la liberté économique et la garantie de propriété des agriculteurs. En effet, les périodes de sécheresse plus fréquentes et plus longues, dues au changement climatique, limitent la productivité des sols. Les paysans ont demandé au DETEC de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher de telles violations de leurs droits fondamentaux. Plus d'informations sur [Watson](#).

Au lieu de provoquer des émissions de CO₂, l'agriculture peut stocker les gaz à effet de serre dans le sol. Le programme [Agroimpact](#) vise à rendre les fermes plus respectueuses du climat. L'agriculture régénérative, qui consiste à utiliser moins d'engrais et à labourer pour constituer plus d'humus, y joue un rôle important. Plus d'informations dans la [NZZ](#).

L'hiver dernier a également été beaucoup trop chaud

Les températures exceptionnellement élevées persistent. L'hiver 2023/2024 a été le plus doux jamais enregistré depuis le début des mesures en 1864. [Selon MétéoSuisse](#), la température moyenne de décembre 2023 à février 2024 atteint 0,9 °C. Cela représente 2,8 °C de plus que les valeurs moyennes de 1991-2020 (période normale). Par rapport à la

période de référence préindustrielle 1871-1900, l'hiver a été 2,9 °C plus chaud. Les trois mois ont été trop doux. L'écart a été particulièrement important en février, avec un plus de 4,6 degrés par rapport à la norme. Pour en savoir plus, consultez [MétéoSuisse](#) et le [Tages-Anzeiger](#).

Le développement des énergies renouvelables suscite le débat

Quelle est la part d'électricité solaire dans ta commune ? Quelle est la consommation d'électricité par rapport à la localité voisine ou à la Suisse ? Et combien de voitures électriques sont en circulation ? Les réponses à ces questions sont fournies par le [Energie Reporter](#) d'Energie Suisse. Il permet d'observer et de comparer l'évolution de l'avenir énergétique au niveau communal. En ce qui concerne le développement des énergies renouvelables, les projets solaires et éoliens continuent de faire parler d'eux.

Electricité solaire : Actuellement, 47 projets solaires alpins sont encore en cours de planification, comme le montre une [liste de l'Association des entreprises électriques suisses](#) (état au 26 mars 2024). Ce sont sept de moins que fin janvier. L'un des projets retirés était prévu à Oberiberg, SZ. Les électeurs y avaient rejeté une installation dans la région d'Ybrig (plus d'informations sur [Watson](#)). Un deuxième concerne la station de sports d'hiver de Splügen-Tambo ; EWZ y a suspendu les travaux de planification suite aux critiques des milieux touristiques ([Südostschweiz](#)). Et [Axpö](#) ne poursuit pas un projet solaire à Glaris Sud, dans la région de Friteren, notamment en raison des dangers naturels et parce que des espèces d'oiseaux menacées auraient été affectées.

Une demande de permis de construire a été déposée pour huit des installations prévues, comme le montre un [aperçu de l'Office fédéral de l'énergie](#). Des associations de protection de l'environnement ont déposé des recours contre deux d'entre elles : celle située dans la région du Gantrisch, près de l'alpage de Morgeten ([Tages-Anzeiger](#), paywall), et celle de Gondo, VS ([Südostschweiz](#)).

A Saanen, un projet rejeté par les électeurs devrait être relancé sous une forme légèrement réduite, rapporte le [Thuner Tagblatt](#) (paywall). Dans cet article de journal, on trouve également un aperçu des douze projets solaires encore prévus dans l'Oberland bernois. Et au lac de Walenstadt, les entreprises électriques du canton de Zurich et les St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG ont repris la planification d'un [projet solaire dans une ancienne carrière](#). Il y a dix ans, les entreprises avaient déjà suivi le projet, mais celui-ci avait été stoppé. La carrière fait partie de l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (IFP) ; une expertise de la Commission fédérale pour la protection

de la nature et du paysage avait classé l'installation solaire prévue comme une atteinte grave à la nature digne de protection au bord du Walensee. Selon la loi révisée sur l'énergie (Solarexpress), les installations solaires ne sont pas exclues dans les zones IFP. Le projet, qui doit fournir de l'électricité à 2700 ménages, se heurte à une résistance, rapporte le [Blick](#). Plus d'informations dans le [Südostschweiz](#) (paywall).

Comment expliquer la résistance aux installations solaires dans les régions de montagne ? Parce que les Alpes sont conquises et que l'argent des entreprises d'électricité n'attire plus, explique Romed Aschwanden du WWF Zoug dans le journal [Zeit](#). Les installations peuvent nuire au tourisme, et en même temps, on construit davantage d'installations photovoltaïques en plaine. Pour l'[Aargauer Zeitung](#) (paywall), cela est dû en premier lieu à la méfiance de la population de montagne envers les entreprises d'électricité. Et dans une interview avec la [NZZ](#) (paywall), Ruedi Kriesi, qui promeut la construction de grandes installations solaires en montagne avec la communauté d'intérêts (IG) Solalpine, estime que le temps a été trop court pour aller chercher la population locale sur le plan émotionnel. De plus, les organisations de protection de la nature se livrent à une critique fondamentale.

Energie éolienne : un autre projet d'énergie éolienne a subi un revers. Dans le cas du parc éolien "Bel Coster" prévu dans le Jura vaudois, le Tribunal fédéral a déclaré invalide le plan d'affectation intercommunal. Le projet doit maintenant être remanié et des clarifications supplémentaires concernant la protection des oiseaux et des eaux doivent être effectuées au préalable. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

A Hinwil, ZH, la population a accepté une modification du règlement de construction et de zone qui rend impossible la construction d'éoliennes sur le territoire de la commune. Selon la règle, les éoliennes devraient se trouver à un kilomètre des propriétés habitées ou partiellement habitées. Cette disposition doit encore être approuvée par la direction cantonale des travaux publics. Il n'est pas certain qu'elle le fasse. En effet, l'Office cantonal du développement territorial a fait savoir au préalable que les prescriptions communales en matière de distance entre les éoliennes ne sont pas consi-

dérées comme pouvant être approuvées. Des personnes proches de l'UDC ont déposé des interventions comparables pour des distances minimales dans différentes communes du canton de Zurich. Pour en savoir plus, consultez [ici](#) et [ici](#) le Tages-Anzeiger.

Existe-t-il des possibilités pour que les éoliennes soient acceptées par la population locale ? Oui, par exemple en permettant aux citoyens d'y participer. Dans ce modèle, la majorité d'une installation éolienne appartient aux habitants. La valeur ajoutée reste dans le village, les participants peuvent participer aux décisions. De tels projets sont prévus à Escholzmatt, LU, et à Wikon, AG. En Allemagne, plusieurs "parcs éoliens citoyens" de ce type ont déjà été réalisés. Pour en sa-

voir plus, [cliquez](#) [ici](#) et [ici](#) sur SRF et dans le [Zofinger Tagblatt](#) (paywall).

L'écologiste Robert Wade propose une autre voie dans la [NZZ](#) (paywall). Les énergies renouvelables comme le vent et le soleil devraient être utilisées comme des biens communs. Le droit d'utiliser le vent serait alors la propriété des pouvoirs publics. A l'instar des modèles citoyens, la population locale en profiterait également. Aujourd'hui, ce sont uniquement les propriétaires terriens qui reçoivent de l'argent des entreprises d'électricité. Wade fait référence à l'exemple de l'Irlande, où la constitution stipule que toutes les ressources naturelles, y compris l'air et toute forme d'énergie potentielle, appartiennent à l'État.

Pénurie d'électricité, accord européen sur l'électricité et centrales nucléaires

En automne 2022, le [Conseil fédéral](#) avait décidé de construire une centrale à gaz de réserve à Birr, dans le canton d'Argovie. Elle est raccordée au réseau depuis mars 2023 et serait utilisée en cas de pénurie d'électricité. Le contrat avec GE Gas Power court encore jusqu'en avril 2026, les coûts pour la durée de trois ans s'élèvent à 470 millions de CHF. Le Tribunal administratif fédéral a décidé que le Conseil fédéral n'aurait pas dû accorder d'autorisation d'exploitation à la centrale. Il a donné raison à une riveraine qui, avec le soutien de la Grève du climat Suisse, s'était opposée à cette décision en raison du bruit et des nuisances environnementales. Le tribunal constate que le Conseil fédéral n'a pas pu expliquer sur la base de quelles hypothèses il avait supposé une grave situation de pénurie. Des références générales à la situation politique en Europe ou à des centrales nucléaires à l'arrêt en France n'ont pas suffi. Plus d'informations sur [SRF](#), [Wochezeitung](#) et [Tages-Anzeiger](#).

Si la centrale de Birr doit continuer à être utilisée comme réserve, le Conseil fédéral devra mieux justifier pourquoi cela est nécessaire. Cela ne devrait toutefois pas être plus facile. Car au moins cet hiver, la Suisse a eu plus qu'assez d'électricité en hiver, comme l'a analysé [le président du PVL Jürg Grossen](#). Ainsi, d'octobre 2023 à mars 2024, il y a eu plus d'exportations d'électricité vers l'Europe que d'importations. Selon Grossen, cela est dû à des barrages bien remplis et à des températures douces, mais aussi à une consommation d'électricité en baisse et au

développement de l'énergie solaire. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

Les centrales de réserve compliquent les négociations avec l'UE sur un accord sur l'électricité. En effet, si les exploitants de centrales qui ne fonctionnent pas reçoivent de l'argent, cela pourrait enfreindre le droit des aides d'Etat de l'UE. Selon la volonté de l'UE, l'électrification et la décarbonisation doivent coûter le moins possible. Si les centrales de réserve surdimensionnées sont indemnisées, cela irait à l'encontre de l'objectif. Pour en savoir plus, [cliquez](#) [ici](#) et [ici](#) dans la [NZZ](#) (paywall).

Pourtant, la Confédération continue de miser sur de telles centrales d'urgence. Un appel d'offres pour la période à partir de 2026, lorsque les contrats avec Birr et d'autres centrales plus petites arriveront à échéance, s'est terminé fin mars. Le [groupe électrique Axpo](#) a participé à l'appel d'offres. Il veut construire une centrale à gaz à Auhaufen, sur le territoire de la commune de Muttenz. Axpo a annoncé que la centrale fonctionnerait avec un combustible synthétique neutre en CO2. C'est actuellement un vœu pieux : de tels combustibles n'étant pas disponibles pour le moment, on utiliserait du gaz naturel. Avec une puissance de 340 mégawatts, elle correspond à la centrale de Birr. Pour en savoir plus, voir [ici](#) et [ici](#) dans le [Tages-Anzeiger](#).

Parallèlement, Axpo a annoncé qu'elle étudiait une prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Beznau. Beznau a été

mise en service en 1969 et est la plus ancienne installation au monde. Jusqu'à présent, Axpo voulait arrêter définitivement la centrale nucléaire vers 2030. La [Fondation suisse de l'énergie](#) estime que les projets d'Axpo sont inutiles et dangereux. D'ici deux ans, le développement de l'énergie solaire et éolienne aura déjà remplacé la production des centrales nucléaires de Mühleberg, Beznau 1 et 2. Pour en savoir plus, voir [SRF](#), [Tages-Anzeiger](#) (paywall), [Sonntagszeitung](#) (paywall) et [NZZ](#) (paywall).

Avec les plans d'Axpo, un [postulat du président du PLR Thierry Burkart](#), adopté par le Conseil des Etats lors de la dernière session, gagne en actualité. L'intervention demande au Conseil fédéral d'examiner quelles "conditions-cadres réglementaires et financières" devraient être créées pour que les centrales nucléaires existantes puissent être exploitées le plus longtemps possible. Dans l'optique de la sécurité d'approvisionnement, la

construction de nouvelles centrales nucléaires doit également être examinée. Plus d'informations sur [SRF](#) et dans la [NZZ](#) (paywall).

Des représentants du ministère français des Affaires étrangères se sont récemment exprimés auprès de journalistes internationaux en faveur d'une forme indirecte d'investissement dans de nouvelles centrales nucléaires. Le pays, qui veut construire 14 nouveaux réacteurs, a suggéré que des pays comme la Suisse, qui ne réalisent pas eux-mêmes de nouvelles centrales nucléaires mais importent de l'électricité nucléaire de France, participent aux coûts. La Fondation suisse de l'énergie considère les déclarations de la France comme une tentative de faire supporter à d'autres Etats les coûts excessifs du secteur nucléaire. La France construira les centrales nucléaires de toute façon. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) et la [NZZ am Sonntag](#).

Mauvaises incitations en matière de consommation d'énergie

Selon la Constitution, la Confédération doit veiller à une utilisation économe de l'énergie. Comme le montre [une étude commandée par la Fondation suisse de l'énergie \(SES\)](#), c'est souvent le contraire qui se produit : de nombreuses dispositions légales encouragent la consommation d'énergie au lieu de la réduire. L'enquête menée par le bureau de conseil EBP a identifié plus de 100 incitations erronées. Si ces incitations erronées étaient éliminées, il serait possible d'économiser beaucoup d'énergie. Rien que pour sept domaines étudiés de manière approfondie, on pourrait économiser jusqu'à 10 TWh par an. Cela correspond à près de 5% de la consommation totale d'énergie en Suisse. Il s'agit de ces sept incitations erronées:

- Frais de base forfaitaires pour les tarifs d'électricité : Grâce au forfait, plus la consommation d'énergie est élevée, plus le prix payé par kilowattheure diminue.
- Les tarifs d'électricité statiques : Les tarifs d'électricité n'incitent pas à consommer l'électricité lorsqu'elle est bon marché et disponible en quantités suffisantes.
- Absence de taxe CO₂ sur les carburants du trafic routier : les coûts externes pour l'environnement et la santé causés par les émissions ne sont pas pris en compte dans le prix du carburant.
- Exonération des véhicules utilitaires légers de la RPLP : les véhicules utilitaires de moins de 3,5 tonnes sont exonérés de la redevance sur le trafic des poids lourds

liée aux prestations (RPLP). Les coûts environnementaux ne sont pas pris en compte dans le prix des transports.

- Des conventions d'objectifs trop peu ambitieuses pour les entreprises : Les entreprises qui souhaitent être exemptées de la taxe sur le CO₂ peuvent conclure une convention d'objectifs avec la Confédération. Celles-ci ne suffisent pas à atteindre les objectifs climatiques de la Suisse.
- Déduction pour les pendulaires : les particuliers peuvent déduire de leur revenu imposable les frais de déplacement vers leur lieu de travail. Cela a pour conséquence que beaucoup acceptent de parcourir de plus grandes distances entre leur domicile et leur lieu de travail.
- Trafic aérien international exonéré d'impôts : les vols internationaux sont exonérés à la fois de l'impôt sur les huiles minérales et de la TVA, ce qui entraîne une baisse des prix et une augmentation de la demande.

La SES exige que le Conseil fédéral, le Parlement et l'administration fédérale corrigent immédiatement les importantes incitations erronées et orientent systématiquement la législation de la Confédération vers la sécurité d'approvisionnement, les objectifs de protection du climat et les économies d'énergie. Plus d'informations sur [SRF](#), [ee-news](#) et [NZZ](#) (paywall).

Le virage climatique de l'aviation soulève des questions

L'aviation peut-elle atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 ? Oui, indique le [Conseil fédéral dans un rapport](#). Il arrive à la conclusion que l'objectif fixé dans la loi sur la protection du climat peut être atteint. Mais en partant de l'hypothèse douteuse que le trafic aérien n'augmentera plus d'ici 2050. Le rapport a choisi "une représentation indépendante de l'évolution de la demande" et examine le potentiel de réduction des émissions de CO₂ par rapport à la situation de départ en 2019. Cela signifie que la croissance attendue de l'aviation est niée. Les autorités internationales prévoient en Europe une augmentation allant jusqu'à 3% par an. En Suisse, le trafic aérien a augmenté de 8,5% par an entre 1990 et 2019.

Le Conseil fédéral voit la principale mesure technique pour réduire les émissions de CO₂ dans l'utilisation de carburants d'aviation durables ; les avions à hydrogène et électriques ne pourraient réduire les émissions que de manière marginale d'ici 2050. Leur production est toutefois très gourmande en énergie et ils ne sont pas disponibles à grande échelle jusqu'à nouvel ordre. Actuellement, les carburants d'aviation durables ne couvrent que 0,2% des besoins annuels de l'industrie aéronautique. Le Conseil fédéral admet lui aussi qu'il faudra plus de temps que jusqu'en 2050 pour remplacer complètement les carburants fossiles. Il part du principe que 10% à 23% maximum des émissions de CO₂ d'origine fossile ne pourront pas être évités. Celles-ci doivent être extraites de l'atmosphère et stockées. Les ef-

fets dits "non CO₂" causés par le trafic aérien (notamment la formation de traînées de condensation) ne sont pas pris en compte.

Swiss mise elle aussi sur le captage et le stockage du CO₂. La compagnie aérienne a signé un contrat avec la start-up Climeworks de l'ETHZ. Les entreprises n'ont donné aucune indication sur la quantité de CO₂ filtrée ni sur les coûts. Aujourd'hui, l'élimination d'une tonne de CO₂ coûte entre 600 et 1000 dollars. Pour donner un ordre de grandeur, une personne se rendant à New York en classe économique génère ainsi environ 2 tonnes de CO₂. Ceci montre également à quel point Swiss prend la protection du climat au sérieux : La compagnie aérienne maintient les vols intérieurs controversés entre Genève et Zurich, comme l'a expliqué le patron de Swiss, Dieter Vranckx, dans une interview au "[Sonntagsblick](#)" ; le [Tages-Anzeiger](#) en dit plus à ce sujet.

Lufthansa, la société mère de Swiss, a récemment conclu un accord avec Climeworks pour compenser un total de 40 000 tonnes de CO₂ sur quatre ans. A titre de comparaison, le groupe aérien a émis l'an dernier 23 millions de tonnes de CO₂. Swiss et Lufthansa sont les premières compagnies aériennes pour lesquelles Climeworks veut capter du CO₂. L'entreprise a déjà conclu des contrats avec 170 entreprises clientes, dont Swiss Re, UBS, JP Morgan et Microsoft. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) et la [NZZ](#) (paywall).

Les voitures émettent plus de CO₂ que les fabricants ne le disent

Les voitures à essence et diesel émettent en moyenne environ 20% de CO₂ de plus par kilomètre que ce qu'indiquent les constructeurs ([Tages-Anzeiger ici](#) et [ici](#) (paywall)). C'est la conclusion d'une étude portant sur 600 000 voitures nouvellement immatriculées dans l'espace européen en 2021. L'écart est particulièrement important pour les modèles hybrides plug-in : ils émettent en moyenne trois fois et demie plus de CO₂ parce que les conducteurs ne rechargent que rarement la batterie et remplissent plutôt le réservoir d'essence.

La Suisse est également à la traîne en ce qui concerne les véhicules électriques. D'ici 2025, une voiture neuve sur deux devrait être une

voiture à prise. L'association de la mobilité électrique Swiss E-Mobility estime que cet objectif sera nettement manqué. La barre des 50% par an ne sera atteinte qu'en 2029. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que les stations de recharge à domicile font défaut et qu'elles ne sont pas suffisamment encouragées par les pouvoirs publics, estiment les spécialistes du secteur. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall). En 2023, 21% des voitures neuves vendues étaient des voitures purement électriques, 9,2% des hybrides plug-in. Le secteur s'attendait à une croissance plus forte. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall).

Comment le marché financier s'oppose à la protection du climat

Les banques et les assurances suisses assument-elles leur responsabilité climatique ? C'est la question à laquelle répond une [étude de Greenpeace](#). La réponse est non : le secteur financier ne profite pas suffisamment des possibilités de s'engager pour une meilleure protection du climat lors des assemblées générales des entreprises dont il détient des actions. Les banques et les assurances contreviendraient ainsi à leurs promesses de faire pression, en tant qu'investisseurs actifs, pour une orientation plus durable des entreprises. Ainsi, l'UBS a presque toujours voté dans le sens des entreprises et a par exemple refusé de restreindre le financement de projets d'extraction de pétrole et de gaz. Pour en savoir plus, voir le média en ligne [tippingpoint](#) et [la RTS](#). Cette année encore, Greenpeace veut lancer, avec d'autres organisations, l'[initiative populaire pour une place financière durable](#), afin de mettre le secteur sur la voie du climat.

La Confédération pourrait obliger le secteur financier à protéger davantage le climat. Mais le Conseil national a refusé, lors de la session de printemps, de donner plus de compétences au Conseil fédéral pour rendre les flux financiers des banques et des assurances plus respectueux du climat. Une [motion de Gerhard Andrey](#) allant dans ce sens a été rejetée. Le secteur financier peut ainsi continuer à se donner des règles volontaires sur la manière dont il entend atteindre les objectifs climatiques de Paris. Jusqu'à présent, les banques et les assurances n'ont fait que peu de progrès avec leurs règles. [Alliance Sud](#), [le WWF](#) et

[Greenpeace](#) critiquent la décision du Conseil national.

Les entreprises dont la Banque nationale suisse détient des actions ont émis 10,2 millions de tonnes de CO₂ l'année dernière. Deux autres millions de tonnes proviennent des obligations d'entreprises détenues par la BNS. Cela correspond à environ un quart des émissions nationales de la Suisse. Ces chiffres sont tirés du [dernier rapport sur la durabilité de la BNS](#). Dans sa politique de placement, la BNS ne tient pas compte de critères de politique climatique, mais s'en tient exclusivement à des objectifs de politique monétaire et de politique de change. Ce n'est qu'en matière d'émissions internes que la BNS se fixe des objectifs climatiques. Ainsi, les émissions de CO₂ doivent être réduites de 50% d'ici 2030 par rapport à l'année de référence 2017. En 2023, les émissions s'élevaient à 2860 tonnes de CO₂ ; les voyages en avion des collaborateurs et la fabrication des billets de banque ont notamment pesé dans la balance. Cela correspond à environ 0,02% des gaz à effet de serre générés par les placements financiers. Plus d'informations dans la [NZZ](#) (paywall).

Une [étude parue dans Communications Earth & Environment](#) montre que la Banque nationale devrait tenir compte des risques climatiques dans sa politique monétaire. Les chercheurs démontrent que le changement climatique peut mettre en danger la stabilité des prix, l'une des tâches principales des banques nationales. Plus d'informations dans un [post LinkedIn de Georg Klingler](#) de Greenpeace.

Politique climatique internationale

Le monde entier en procès pour le climat

Les Aînés suisses pour le climat ne sont pas les seules à vouloir plus de protection du climat : de plus en plus souvent, on se bat pour plus de protection du climat dans les salles d'audience du monde entier. Nous résumons ici quelques-uns des cas juridiques les plus passionnants :

Plus de 30 plaintes contre l'industrie pétrolière américaine

Il y a six ans, des villes californiennes ont commencé à traîner en justice des compagnies pétrolières. Elles reprochent à ces entreprises

d'avoir trompé le public pendant des décennies en niant ou en minimisant les dangers de la crise climatique. A ce jour, une trentaine de plaintes de ce type ont été déposées aux Etats-Unis par des villes, des Etats et des tribus indigènes. Ils veulent ainsi obtenir que l'industrie pétrolière paie pour les coûts du changement climatique.

Pour s'en protéger, les compagnies pétrolières ont tenté de transférer les plaintes vers des tribunaux fédéraux, nettement plus favorables aux entreprises. L'année dernière, la Cour su-

prême des États-Unis a toutefois refusé à trois reprises d'entendre les arguments en faveur d'un transfert de ces affaires. La tactique de retardement des compagnies pétrolières a donc échoué pour le moment et les affaires judiciaires peuvent se poursuivre. Plus d'informations dans [Grist](#).

Les États américains veulent demander des comptes aux compagnies pétrolières

Les actions civiles mentionnées ci-dessus sont certes importantes, mais le système judiciaire américain est lent et prend souvent des décisions qui vont dans le sens de l'industrie. L'Etat fédéral du Vermont veut maintenant emprunter une nouvelle voie pour contraindre l'industrie pétrolière à payer les énormes dégâts causés par les inondations de l'été dernier. Les catastrophes climatiques doivent à l'avenir être traitées comme des décharges de déchets toxiques. La loi Superfund des États-Unis exige que les entreprises chimiques qui ont pollué un site doivent payer pour la dépollution complète. Le Vermont veut désormais appliquer cette loi aux dommages climatiques. Plusieurs autres États veulent procéder de la même manière. Sans surprise, l'industrie pétrolière a promis d'aller en justice si elle devait être tenue responsable de ses dommages. Plus d'informations sur [E&Enew](#) et [Grist](#).

Un grossiste en viande poursuivi en justice – la viande végétalienne aussi

Le géant brésilien de l'alimentation JBS, le plus grand grossiste en viande au monde, a été poursuivi par le procureur général de New York pour avoir trompé le public sur son impact environnemental afin d'augmenter ses ventes. Le groupe a promis d'atteindre zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2040. Mais cela était trompeur, car le groupe voulait en même temps augmenter la production de viande et n'avait en outre pas pris en compte dans son objectif climatique les émissions dues à la déforestation de l'Amazonie et à ses chaînes d'approvisionnement. JBS a été associé à plusieurs reprises à la déforestation illégale de l'Amazonie. Plus sur [Reuters](#).

Ce n'est pas contre la viande, mais contre les substituts de viande végétaliens que l'on veut agir en Suisse. Début 2023, le Département fédéral de l'intérieur a déposé un recours auprès du Tribunal fédéral. Il ne doit plus être permis que les substituts de viande végétaliens soient appelés "viande", par exemple "Planted Chicken". Si le Tribunal fédéral décidait dans les mois à venir d'interdire l'animal dans les noms de produits végétaliens, la Suisse serait

le premier pays à prendre une telle mesure, mais des efforts similaires sont en cours dans d'autres pays. En 2017, les juges suprêmes de l'UE ont déjà prononcé une telle interdiction dans le cas des produits laitiers. La République en parle en détail.

Autres nouvelles sur le thème de la viande : les banques américaines sapent leurs propres engagements climatiques en finançant des groupes de viande, de produits laitiers et d'aliments pour animaux, selon un rapport des Amis de la Terre. Plus d'informations dans le Guardian.

Une compagnie aérienne coupable de greenwashing

Un tribunal néerlandais a décidé que la compagnie aérienne KLM avait donné une "image trop rose" de la durabilité du transport aérien. L'affaire a été portée devant la justice par des organisations environnementales dans le cadre de la réglementation européenne sur la publicité mensongère. Le jugement ne contient toutefois pas d'invitation à corriger les déclarations, mais seulement une demande à KLM d'être "honnête et concrète" dans ses futures communications. Plus d'informations sur [DW](#).

Un climatologue gagne un procès en diffamation

Le célèbre climatologue Michael Mann a obtenu plus d'un million de dollars américains dans un procès contre deux auteurs de blogs conservateurs. Les blogueurs avaient remis en question les recherches de Mann et l'avaient comparé à un violeur d'enfants condamné. Le jugement pourrait servir d'avertissement à ceux qui attaquent les scientifiques du climat. Plus d'informations sur [Nature](#).

De plus en plus de pays quittent le traité sur la Charte de l'énergie

La Grande-Bretagne s'est retirée du traité sur la Charte de l'énergie, suivant ainsi l'Allemagne, la France, l'Espagne et d'autres pays européens. L'accord commercial multilatéral a été conclu en 1994 afin d'encourager les investissements occidentaux dans les secteurs énergétiques des anciens pays soviétiques. Parallèlement, l'accord permet aux investisseurs de poursuivre les gouvernements en justice si des changements dans la politique énergétique risquent d'affecter leurs bénéfices. Les groupes pétroliers en ont profité pour freiner la transition énergétique. Ainsi, le groupe énergétique allemand RWE se réfère au traité pour poursuivre en justice le gouver-

nement néerlandais en raison de son projet d'abandon de la production d'électricité à partir du charbon. La Suisse est toujours membre

du Traité sur la Charte de l'énergie, pour en savoir plus, [cliquez ici](#) et [ici](#).

Les obstacles au plan de Biden pour les véhicules électriques

Aux États-Unis, le transport produit plus d'émissions que tout autre secteur. Le gouvernement Biden a introduit de nouvelles limites d'émissions afin de promouvoir l'électrification des transports. Pour que les nouvelles limites d'émissions de gaz soient respectées, il faudrait que 56% des nouvelles voitures vendues d'ici 2032 ne produisent pas d'émissions et que 16% supplémentaires soient des voitures hybrides.

La nouvelle réglementation est ambitieuse, car la part des véhicules électriques dans les ventes de voitures neuves est aujourd'hui d'à peine 8% aux États-Unis. Cependant, plusieurs facteurs pourraient faire échouer le plan de Biden. Les véhicules électriques font désormais partie du combat culturel américain. Un [sondage Gallup](#) montre que 71% des républicains n'achèteraient pas de voiture électrique, contre seulement 17% des démocrates. Donald Trump s'exprime de plus en plus brutalement sur les véhicules électriques et leur impact sur l'économie américaine. Il affirme qu'ils "[détruisent](#)" l'industrie automobile américaine et qualifie les véhicules électriques de "[tueurs](#)" d'emplois.

Selon un [rapport du Sierra Club](#), deux tiers des concessionnaires automobiles américains ne vendent pas de véhicules électriques. Plusieurs raisons expliquent la résistance des concessionnaires : Les marges bénéficiaires pour les VE sont plus faibles. Plus important encore, les concessionnaires réalisent près de la moitié de leurs bénéfices avec l'entretien des véhicules. Il y a moins de pièces pour les véhicules électriques, ils doivent aller beaucoup moins souvent à l'atelier et sont moins chers à entretenir que les voitures et les camions à énergie fossile.

L'industrie pétrolière s'oppose également aux nouvelles valeurs limites. On s'attend à ce qu'une coalition d'entreprises fossiles et d'avocats républicains porte plainte contre la nouvelle réglementation.

Malgré les nombreux obstacles, la nouvelle réglementation est une étape importante. Les véhicules électriques sont le segment qui connaît la plus forte croissance sur le marché automobile américain. On s'attend à ce qu'une vague de modèles moins chers et plus performants arrive sur le marché dans les années à venir. Plus dans le [NY Times](#) (paywall).

Les investissements dans les énergies renouvelables augmentent

Les investissements dans la transition énergétique atteindront un niveau record de 1,8 billion de dollars en 2023, selon le dernier rapport de [BloombergNEF](#). C'est certes trois fois plus qu'en 2019, mais ce n'est toujours pas suffisant pour atteindre l'objectif climatique de 1,5 degré.

La plus forte croissance a été enregistrée dans le domaine des transports électrifiés. La Chine a investi le plus avec 676 milliards de dollars (38% du total mondial). L'UE, les États-Unis et le Royaume-Uni investissent ensemble encore plus que la Chine en 2023. En Allemagne, la

deuxième plus grande économie de l'OCDE, la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'électricité a considérablement augmenté en 2023, passant d'environ [45 % à près de 53 %](#). L'objectif du gouvernement d'atteindre une part de 80 % d'énergies renouvelables d'ici 2030 reste à portée de main, mais le développement de l'énergie éolienne doit être accéléré. Dans les pays en développement, le manque d'investissement reste important. Plus d'informations sur [BloombergNEF](#), [renewableenergyworld.com](#) et le [World Economic Forum](#).

Politique climatique européenne

Les énergies renouvelables ont le vent en poupe dans toute l'UE

L'UE va de l'avant avec les énergies renouvelables. En 2023, les émissions de CO₂ dans le secteur de l'électricité ont diminué de 19% par rapport à l'année précédente et, avec une part de 44%, la barre des 40% de la production d'électricité verte a été franchie pour la première fois. C'est ce que montre le nouveau rapport du think tank indépendant Ember. La production d'électricité à partir du charbon

s'est effondrée de plus d'un quart et l'énergie éolienne a pour la première fois produit plus d'électricité que les centrales à gaz. La directrice du programme Brown avertit que l'heure n'est pourtant pas à la complaisance et que l'accent doit être mis davantage sur le développement plus rapide de l'énergie éolienne et solaire.

Le "German Vote" fait s'effriter la crédibilité de l'Allemagne

Sans la voix de l'Allemagne, il est difficile d'obtenir la majorité nécessaire selon le droit européen pour faire passer de nouveaux projets de loi européens. Ces derniers temps, il est souvent arrivé que l'Allemagne approuve des mesures pendant les négociations en trilogue (outre le Parlement européen et le Conseil de l'UE, des représentants de la Commission européenne sont également impliqués). Mais peu avant les votes décisifs au Conseil de l'UE, l'Allemagne a fait marche arrière et s'est abstenue. De facto, une telle abstention équivaut à un vote négatif. Ces derniers mois, c'est sur-

tout le FDP, le plus petit parti au gouvernement, qui a souvent mis son veto à la dernière minute, notamment en ce qui concerne la législation sur l'environnement et le climat (par ex. concernant les valeurs limites de CO₂ pour les camions ou le règlement européen sur les emballages). Cela irrite les autres États membres, car l'Allemagne n'est plus un partenaire fiable et les processus législatifs sont inutilement prolongés. Ce comportement est appelé le "German Vote" dans le langage courant. Pour en savoir plus, voir ZDF et Handelsblatt.

La loi européenne sur la chaîne d'approvisionnement arrive

La loi européenne sur la chaîne d'approvisionnement vise à introduire des normes à l'échelle européenne pour le respect de l'environnement, du travail et des droits de l'homme par les entreprises. Malgré un compromis en décembre 2023, l'Allemagne a de nouveau fait marche arrière début février, poussée par le FDP. Selon le FDP, la proposition de compromis est trop bureaucratique et contraignante pour les entreprises européennes. Ce nouveau "vote allemand" a provoqué des remous dans toute l'Europe quelques jours seulement avant le vote final au Conseil. Néanmoins, un nouveau compromis a pu être trouvé en mars, même sans l'accord de l'Allemagne. Plus d'informations sur le processus dans la FAZ.

Mais par rapport à la proposition initiale de la Commission et au compromis âprement négocié de décembre 2023, le projet a été considérablement affaibli : seules les entreprises employant plus de 1000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de plus de 450 millions d'euros devront à l'avenir s'assurer que les droits et les normes de l'UE sont respectés tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les organisations environnementales ont vivement critiqué cet affaiblissement ainsi que le rôle du gouvernement fédéral dans ce contexte. Le Deutscher Naturschutzring a rassemblé une analyse des critiques et des informations complémentaires. Des organisations de défense des droits de l'homme comme Amnesty International ont également clairement critiqué le gouvernement fédéral.

Les entreprises fossiles doivent participer au financement climatique

La conférence mondiale sur le climat de cette année, qui se tiendra en novembre à Bakou, en Azerbaïdjan, se concentrera principalement sur les discussions relatives au financement international du climat. La question centrale est de savoir combien les pays industrialisés prospères devraient payer aux pays plus pauvres du Sud mondial pour faire face aux effets dévastateurs de la crise climatique. Dans un communiqué de presse commun, les ministres des Affaires étrangères de l'UE se sont prononcés en faveur de la recherche de

sources de financement nouvelles et innovantes, notamment dans l'industrie fossile ou les secteurs à fortes émissions, afin de soutenir le financement climatique dans le Sud. En outre, les pays relativement riches comme la Chine ou les pays du Moyen-Orient devraient également contribuer au financement climatique, selon les ministres de l'UE. Selon l'OCDE, les besoins financiers des pays pauvres s'élèvent à plus de mille milliards d'euros par an. Pour en savoir plus, consultez [Reuters](#) et [E3G](#).

Le Parlement européen est élu pour la 10e fois

Du 6 au 9 juin 2024, quelque 360 millions de citoyens européens seront appelés à élire leurs représentants au Parlement européen. Les derniers sondages indiquent que les partis de droite, en particulier, peuvent s'attendre à obtenir plus de voix. [Euractiv](#) et [Politico](#) compilent les derniers sondages électoraux. Les partis de droite et d'extrême droite sont sceptiques, voire clairement opposés à une protection ambitieuse de l'environnement et du climat. Selon les derniers résultats de l'Eurobaromètre, seules 16 % des personnes interrogées ont cité "la protection du climat et de l'environnement" comme thème le plus important pour l'UE. Pour en savoir plus, voir [Clean Wire Energy](#). Cela correspond à une réduction

de moitié par rapport à l'enquête Eurobaromètre réalisée avant les élections européennes de 2019. Il ne s'agit donc plus que du quatrième thème le plus important. Le numéro un est le thème de la migration, suivi de la situation internationale et de l'inflation. Les associations environnementales comme le [WWF](#) tentent d'obtenir plus de soutien en menant des campagnes publiques sur le thème de l'environnement. La définition d'un objectif climatique pour l'année 2040 et les mesures politiques appropriées pour sa mise en œuvre sont attendues comme des priorités de la politique climatique pour la prochaine législature de l'UE.

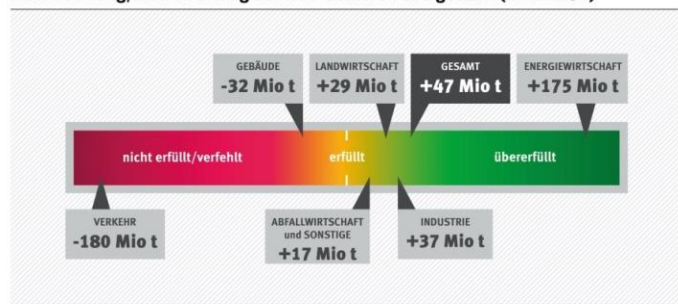
Allemagne

Objectifs d'émissions 2023 respectés, mais...

Mi-mars, le ministre de la protection du climat Habeck [a présenté](#) les chiffres des émissions pour l'année 2023. Les émissions totales ont baissé de plus de dix pour cent par rapport à l'année précédente, grâce au fort développement des énergies renouvelables. Les associations environnementales déplorent que ce succès ne soit guère dû à des changements structurels, mais surtout à un hiver doux et à une économie affaiblie par des crises comme la guerre en Ukraine (voir [DNR](#)). Comme on pouvait s'y attendre, les secteurs du bâtiment et des transports ont une nouvelle fois manqué les objectifs annuels. Selon les nouvelles prévisions, il est potentiellement possible d'atteindre les objectifs de 2030 grâce à une nouvelle législation. Toutefois, l'objectif d'atteindre la neutralité

climatique d'ici 2045 n'est pas encore en vue. Les secteurs du bâtiment et des transports y contribuent de manière significative. La [DUH](#) a vivement critiqué le rapport.

Kumulierte sektorale Jahresemissionsgesamtmengen und kumulierte Zielerreichung/Zielverfehlung der KSG-Sektoren und gesamt (2021-2030)

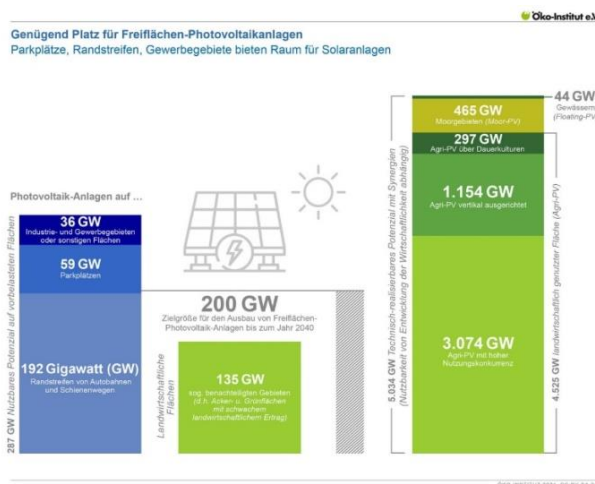


Les installations solaires nécessitent moins de surface non construite

Il est souvent difficile de réaliser de nouvelles installations solaires sur des surfaces libres, car il y a souvent des conflits d'utilisation avec l'agriculture ou avec la protection de la nature. Une nouvelle étude de l'Öko-Institut montre que les objectifs de développement de l'énergie solaire pourraient être atteints même sans installations sur des surfaces libres. Des installations PV sur des surfaces préexistantes et déjà imperméabilisées (p. ex. toits, parkings, bordures, zones industrielles) pourraient couvrir l'augmentation nécessaire. Une large coalition d'associations environnementales demande depuis des années que l'on se concentre davantage sur ces surfaces et que l'on introduise par exemple une "norme pour les toits solaires" ambitieuse (voir DNR).

Le Climate Action Network Europe (CAN Europe) a publié début avril un rapport compara-

tif sur le développement de l'énergie solaire sur les toits dans l'UE. Dans l'ensemble, la tendance en matière de développement de l'énergie solaire est positive.



Un an après : L'Allemagne sans électricité nucléaire

Le 15 avril, le premier anniversaire de l'abandon de l'énergie nucléaire en Allemagne approche. Après de longues tergiversations, les trois dernières centrales nucléaires allemandes encore en service ont été arrêtées en avril 2023. Les craintes de black-out, de hausse des prix de l'électricité ou de retour de l'électricité produite à partir de charbon ne se sont pas vérifiées. En Allemagne, les nouveaux

tarifs d'électricité n'ont pas été aussi avantageux depuis longtemps - ils sont même moins chers qu'avant le début de la guerre en Ukraine (voir FAZ) - et la part des énergies renouvelables dans le mix électrique ne cesse d'augmenter. Ainsi, en 2023, la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité était déjà de 56%. Pour en savoir plus, consultez l'Office fédéral des statistiques.

Faire avancer la transformation pour la grande industrie

Le gouvernement fédéral veut accélérer la transformation des grandes installations industrielles vers la neutralité climatique grâce à ce que l'on appelle des contrats de protection climatique : Le gouvernement prend en charge une partie des coûts de transformation et les entreprises les remboursent dès que les investissements sont rentabilisés. Tant les associa-

tions économiques que les associations de protection de l'environnement et du climat saluent l'introduction de cet instrument comme un élément supplémentaire pour atteindre la neutralité climatique. Plus d'informations sur Tagesschau.de et sur Klimaschutzverträge.info.

La crise climatique visible

Le réchauffement climatique s'accélère

Il est de plus en plus évident que le réchauffement de la planète s'accélère. Entre 1970 et 2008, la Terre s'est réchauffée d'environ 0,18 °C tous les dix ans. Au cours des quinze dernières années, de 2009 à 2023, le rythme a presque doublé, passant à 0,3 °C.

Cependant, il y a toujours eu des inquiétudes scientifiques selon lesquelles le réchauffement accru de ces dernières années était également dû principalement à des facteurs naturels, tels que certaines activités volcaniques et El Nino, ainsi que des événements de taches solaires accrus. Or, le professeur Housefather, un physicien climatique renommé, a démontré, en se basant sur les dernières estimations des spécialistes de l'atmosphère, que l'accélération du

réchauffement est exclusivement due aux émissions de gaz à effet de serre.

Les derniers chiffres de l'agence américaine pour l'étude du climat NOAA montrent que les concentrations mondiales de CO₂, de méthane et de N₂O - les trois principaux gaz à effet de serre - ont atteint des valeurs record l'année dernière. La teneur en CO₂ de l'atmosphère est supérieure de 50% aux valeurs préindustrielles, celle du méthane de 160%.

Avec la réduction de la pollution de l'air - des aérosols qui d'une part nuisent à la santé, mais qui d'autre part refroidissaient l'atmosphère - le réchauffement s'accélère davantage. Plus sur Carbon Brief.

Des températures toujours beaucoup trop élevées

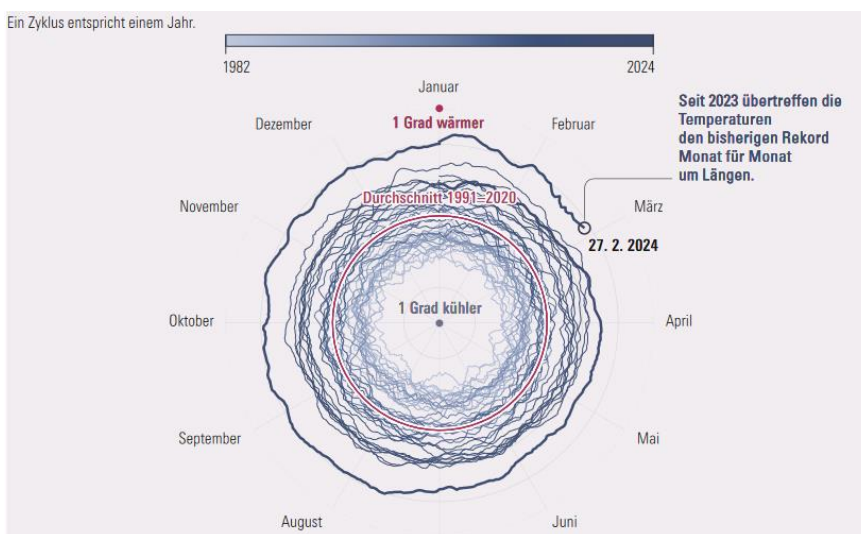
En 2023, la température moyenne mondiale était supérieure de 1,45 degré à son niveau pré-industriel (1850 à 1900). C'est ce que montre le rapport "State of the Global Climate" de l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Des valeurs record ont été atteintes pour de nombreux indicateurs climatiques tels que les températures de surface, le réchauffement et l'acidification des océans ou l'élévation du niveau de la mer. "Les sirènes retentissent pour tous les indicateurs importants. Et les changements s'accélèrent", a déclaré le secrétaire général de l'ONU António Guterres. Plus d'informations sur SRF et le Tages-Anzeiger (paywall).

Des températures bien trop élevées ont également été mesurées début 2024. De juin 2023 à mars 2024, les températures moyennes à la surface des terres et des océans ont dépassé les records précédents pendant les dix mois, comme le montrent les derniers chiffres de Copernicus, le service européen de surveillance du changement climatique. La température moyenne mondiale pour les douze derniers mois, d'avril 2023 à mars 2024, est supérieure de 1,58 degré à la moyenne préindustrielle. Plus d'informa-

tions ici et ici dans le NY Times (paywall) et dans le Zeit.

Les océanographes observent avec inquiétude l'augmentation de la température des océans. Cette augmentation est particulièrement marquée dans l'Atlantique Nord, comme le montrent les données de l'agence américaine pour le climat NOAA. Plus d'informations dans le NY Times (paywall) et la NZZ (paywall).

Le graphique suivant montre à quel point cette évolution est exceptionnelle : Source : NZZ / https://climateranalyser.org/clim/sst_daily/



Un reportage du NY Times (paywall) sur l'Afghanistan illustre les conséquences de la sécheresse. Le pays est particulièrement me-

nacé par le changement climatique. En l'absence de pluie depuis plusieurs années, la population de régions entières est déplacée. Des millions d'enfants souffrent de malnutrition et aucune amélioration n'est en vue.

Le changement climatique rend les vagues de chaleur plus probables et modifie en même temps leur déroulement. Une [étude publiée dans Science](#) montre que les vagues de chaleur se propagent plus lentement et durent donc plus longtemps. Au cours de chaque dé-

cennie entre 1979 et 2020, la vitesse de propagation des vagues de chaleur s'est ralentie d'environ huit kilomètres par jour. Elles durent désormais en moyenne quatre jours de plus. Cela a un impact important sur la santé humaine, soulignent les auteurs de l'étude. Plus les vagues de chaleur se maintiennent longtemps à un endroit, plus les personnes sont exposées longtemps à des températures potentiellement mortelles. Plus d'informations dans le [NY Times](#) (paywall).

L'adaptation au climat devient plus difficile

Les efforts actuels pour faire face aux effets de la crise climatique dans le monde entier ne sont pas suffisants. Et ce que l'on appelle [l'écart d'adaptation](#) (différence entre les mesures nécessaires et celles déjà mises en œuvre) ne cesse de se creuser, comme le montre le dernier rapport du GIEC. Une [étude de CarbonBrief](#) montre désormais clairement que les mesures d'adaptation perdent nettement de leur efficacité dans un climat de plus en plus chaud.

Les chercheurs se concentrent sur les options d'adaptation en rapport avec la pénurie d'eau dans l'agriculture. Si la température mondiale augmente de 2 degrés, l'effet des mesures d'adaptation diminue d'un quart. En cas

d'augmentation de 4 degrés, les mêmes mesures ne sont plus que deux fois moins efficaces. Parmi les mesures étudiées figurent le choix d'espèces végétales mieux adaptées ou la réduction du travail du sol.

Les résultats montrent qu'une adaptation climatique efficace n'est possible que si des mesures ambitieuses sont prises en même temps pour limiter le réchauffement à 1,5 °C. L'adaptation au climat n'est pas une alternative à la réduction et ne doit pas être utilisée comme prétexte pour retarder les efforts de réduction des gaz à effet de serre, soulignent les auteurs de l'étude. Plus d'informations sur [Carbon-Brief](#).

Nouvelles de la science du climat

La circulation océanique vitale va-t-elle bientôt basculer ?

La [dérive nord atlantique](#) (en anglais "Atlantic Meridional Overturning Circulation" (AMOC)) permet à d'énormes quantités d'eau de circuler dans l'Atlantique et de réguler ainsi également le climat. Le Gulf Stream, si important pour le climat européen, fait partie de ce système de circulation. Depuis quelques années déjà, les scientifiques observent que cette circulation perd de sa force. Une nouvelle [étude publiée dans Science Advances](#) confirme que l'AMOC se dirige vers un point de basculement. Si ce point est dépassé, elle s'effondrera.

Les conséquences seraient catastrophiques. En Europe du Nord, de la Grande-Bretagne à la Scandinavie, on assisterait par exemple à un refroidissement des températures hivernales de 10 °C à 30 °C en un siècle. En l'espace d'une ou deux décennies, le climat deviendrait complètement différent. En outre, la ceinture de précipitations tropicales se déplacerait considérablement. Ces effets, et bien d'autres en-

core, d'un effondrement de l'AMOC sont connus depuis longtemps, mais n'avaient pas encore été montrés dans un modèle climatique aussi détaillé.

En 2023, une [étude publiée dans Nature](#) concluait que le point de basculement pourrait très probablement (niveau de confiance de 95%) être atteint dès 2025 et 2095. La nouvelle étude soutient ces résultats et confirme également les préoccupations antérieures selon lesquelles les modèles climatiques [surestiment](#) systématiquement [la stabilité](#) de l'AMOC.

[Stefan Rahmsdorf](#), spécialiste du climat et des océans, commente : "Au vu des conséquences, le risque d'un effondrement de l'AMOC doit être évité à tout prix. La question n'est pas de savoir si nous sommes sûrs que cela se produira. La question est que nous devons l'exclure avec une probabilité de 99,9 %. Une fois que nous aurons un signal d'alarme clair, compte

tenu de l'inertie du système, il sera trop tard pour faire quoi que ce soit".

Stefan Rahmsdorf explique plus en détail les points de basculement dans [Republik : Montez-vous dans un avion qui a une probabilité de 10 pour cent de s'écraser ?](#) De nombreux rapports mettent en garde avec insistance contre les points de basculement, comme le [rapport de l'OCDE sur les points de basculement climatiques](#) de décembre 2022 et le [rapport sur les points de basculement mondiaux](#) publié en décembre 2023. Pour en savoir plus, voir aussi [Real Climate](#) et le [Tagesanzeiger](#) (paywall).

Comment fonctionne la dérive nord atlantique :

L'eau chaude de surface provenant de l'équateur circule vers les hautes latitudes. Là, l'eau rencontre des vents forts et des températures froides de l'air, qui la rendent plus froide et plus dense. Ces eaux froides et denses descendent dans les profondeurs de l'océan, puis sont à nouveau transportées vers le sud en profondeur, créant ainsi une boucle en forme de tapis roulant.

L'augmentation des pluies, la fonte des glaces du Groenland et l'eau de fonte des glaciers sur les continents diluent l'Atlantique Nord. Cela entraîne une baisse de la salinité et de la densité de l'eau de mer : elle devient plus légère et descend donc beaucoup plus lentement vers les profondeurs. Or, c'est précisément ce

mouvement de descente qui est un moteur décisif de l'AMOC. S'il s'affaiblit de plus en plus, la circulation s'arrête. La dernière fois que cela s'est produit, c'était il y a environ 12'000 ans, et cela avait alors déclenché une période glaciaire en Europe.

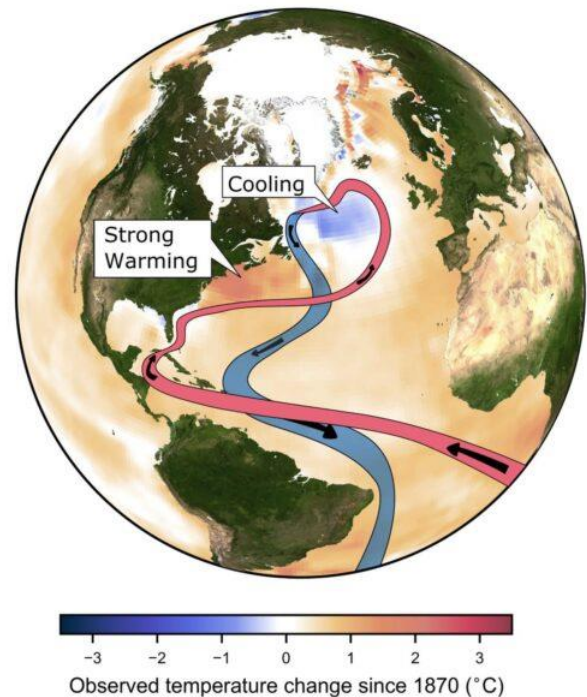


Illustration de [Caesar et al., Nature 2018](#)

Les femmes souffrent davantage du changement climatique

La chaleur extrême rend certaines des femmes les plus pauvres du monde encore plus pauvres. C'est la conclusion d'une [étude de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture \(FAO\)](#). Pour ce faire, les données météorologiques et de revenu de 24 pays à revenu faible et moyen ont été analysées. Certes, le stress dû à la chaleur est coûteux pour tous les ménages ruraux. Mais pour les ménages dirigés par une femme, les conséquences sont plus graves. Ainsi, les ménages dont le chef est une femme perdent 8% de plus de leur revenu annuel que les autres ménages.

L'une des raisons est que les effets de la crise climatique accentuent les inégalités existantes

chez les femmes. Elles sont moins nombreuses à posséder des terres. Par conséquent, elles ont moins accès à des services essentiels tels que le crédit, l'assurance récolte et les services de conseil agricole qui les aident à s'adapter au changement climatique.

Selon l'étude de la FAO, les femmes sont également plus touchées par les effets à long terme du réchauffement climatique : Si la température moyenne augmente d'un degré, les ménages dirigés par des femmes perdent 34% de revenus en plus que les autres ménages. Les ménages féminins sont également plus touchés par les inondations. Plus d'informations dans le [Guardian](#) et le [NY Times](#) (paywall).

La déforestation et l'impact complexe des forêts sur le climat

La déforestation se poursuit

Selon le [World Resources Institute](#) (WRI), une surface presque aussi grande que la Suisse a été déboisée l'année dernière dans le monde entier. Cela correspond à dix terrains de football par minute. Au Brésil et en Colombie, la déforestation a heureusement nettement diminué, de 36% et 49% respectivement par rapport à l'année précédente. Néanmoins, le Brésil fait toujours partie, avec la République démocratique du Congo et la Bolivie, des trois pays qui abattent le plus de forêts tropicales. Ensemble, ces trois pays ont été responsables de plus de la moitié de la destruction totale dans le monde l'année dernière. Plus d'informations dans le [Guardian](#).

Les forêts peuvent avoir un effet rafraîchissant ou réchauffant

Une [étude de Nature](#) datant de 2021 a montré que la plupart des zones boisées sont plus nuageuses. Cela fait baisser les températures, car davantage de lumière solaire est réfléchi. Un [nouvel article de Nature](#) met en évidence un autre effet rafraîchissant : Dans les forêts, l'évaporation de l'eau est augmentée par la transpiration, ce qui refroidit l'environnement. Le reboisement peut donc à la fois capter le CO₂ et faire baisser les températures locales.

Mais l'impact des forêts sur le climat est complexe. Une [autre étude](#) montre que le reboisement des forêts permet certes de stocker du CO₂, mais qu'il peut aussi réchauffer l'environnement, surtout si la surface de la terre est devenue plus sombre à cause de la nouvelle forêt. L'effet dit d'albédo, ainsi que les effets sur l'ozone, le méthane et les aérosols, font que l'effet climatique net du reboisement est, selon les cas, de 15 à 30 % inférieur à celui de la simple prise en compte du CO₂ stocké. Plus

d'informations sur [The Conversation](#) et sur [Inside Climate News](#).

Nos forêts aussi sont menacées

Les forêts de nos régions sont également menacées. Cela n'est pas seulement dû à une exploitation accrue, à la chaleur et à la sécheresse, mais aussi à l'attaque de parasites tels que les scolytes ou les buprestes des hêtres, ainsi que de parasites et de champignons. Si les arbres sont affaiblis par des extrêmes climatiques, ils ne peuvent plus se défendre aussi bien contre eux. Il faut maintenant étudier quelles espèces pourront à l'avenir prospérer dans nos forêts. Pour en savoir plus, consultez le site [de l'Öko-Institut](#).

Les scientifiques de l'Öko-Institut ont également une position claire sur la question de savoir si le bois des forêts doit continuer à être utilisé pour la production d'énergie. "Il faudrait vraiment y mettre fin. Du point de vue des gaz à effet de serre, il est toujours préférable de stocker le carbone, dans les forêts - si elles sont saines - ou sous forme de produits en bois à longue durée de vie", explique le Dr Klaus Hennenberg. "En outre, les émissions liées à la combustion du bois sont nettement plus élevées que celles du gaz naturel ou du mazout, avec 367 kilogrammes de CO₂ par kilowattheure d'énergie produite. Dans ce cas, elles sont respectivement de 202 et 288 kilogrammes de CO₂ par kilowattheure. Nous devons d'abord sortir des énergies fossiles et ensuite de la combustion du bois - d'ailleurs aussi parce qu'elle produit des particules fines qui nuisent à la santé". Une alternative judicieuse à l'énergie du bois serait par exemple la pompe à chaleur, qui fonctionne à l'électricité renouvelable. Pour en savoir plus, consultez [l'Öko-Institut](#).

Actif contre le désespoir

Beaucoup d'entre nous se sentent toujours désespérés par le poids des mauvaises nouvelles et la lenteur des changements politiques. Le désespoir et le "c'est trop tard de toute façon" ne nous font pas seulement nous sentir mal. Cela nous démotive également pour passer à l'action. C'est ce que montre une nouvelle étude menée auprès de 60 000 personnes du monde entier.

C'est également l'avis du célèbre chercheur américain Michael Mann dans son nouveau livre. Ce ne sont pas seulement les négateurs du climat, mais aussi les désespérés qui sape- raient la protection du climat. Le chercheur en sciences atmosphériques Adam Sobel explique que la peur de l'avenir et de la crise climatique fait désormais partie de la condition humaine. L'important, selon lui, est de continuer à s'en- gager.

Grâce à la démocratie directe de la Suisse, nous pouvons (et devons !) toujours nous en- gager activement. Les initiatives et votations suivantes sont d'actualité :

- Loi sur l'électricité : 9 juin
- Initiative pour la biodiversité : 22 sep- tembre (sur le lien entre climat et bio- diversité, voir ce rapport)
- Référendum contre l'extension de l'autoroute : 24 novembre
- Initiative sur la place financière : le lancement pourrait avoir lieu cet été.

L'application CO₂-Footprint Coach te permet d'analyser et de réduire ton empreinte car- bone.

Last but not least, une citation tirée d'un ar- ticle de Barbara Bleisch et de quatre autres philosophes dans le Tagesanzeiger (paywall). Ils ont testé les principaux arguments du dé- bat sur le climat :

"Le moment et surtout l'ampleur de nom- breuses conséquences du changement clima- tique ne sont en effet pas du tout fixés. Dans le meilleur des cas, nous pourrions encore réus- sir à maintenir une grande partie de la planète habitable et à assurer un avenir prospère pour nous et les autres espèces. Dans le pire des cas, nous laisserons derrière nous une Terre durablement dévastée. La différence entre ces scénarios est énorme et suffit amplement à justifier une action décisive".

Merci et salutations chaleureuses de la part d'Anja et Thomas !

N'hésitez pas à faire circuler le journal sur le climat.

Merci et salutations chaleureuses de la part d'Anja, Thomas et Sebastian !

N'hésite pas à faire suivre le journal climatique.